

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 11 AOÛT 1830.

NO. 48

FRANCE.

EXPÉDITION D'AFRIQUE.

Par sa dépêche du 17 juin, M. de Bourmont annonce que l'armée occupe toujours la position dont elle s'est emparée le 14. Elle attend pour s'approcher d'Alger, le débarquement de la plus grande partie des chevaux, de ses voitures, et de ses approvisionnements de toute espèce.

On poursuivait avec activité la construction du retranchement destiné à fermer la presqu'île.

Le rapport de M. l'amiral Duperré, de la même date, dit qu'on s'occupait sans relâche à mettre à terre les vivres, munitions, approvisionnements, etc.; que cette opération a été suspendue le 16 par un violent orage qui a causé quelques avaries à la flotte. Il ajoute qu'il renvoie tous les transports aussitôt qu'ils ont fini leur déchargement.

Rapport du commandant en chef de l'armée d'Afrique à S. Exc. le président du conseil des ministres.

Du camp de Sidi-Ferruch, le 19 juin 1830, à 2 heures après midi.

Prince,

L'armée ennemie occupait depuis le 15 le camp de Staoneli; le 17 et le 18 elle avait montré en avant de nos positions moins de monde que les jours précédents. Cependant des renforts considérables lui étaient arrivés.

Le 18 au soir, les contingents de Constantine, d'Oran et de Titeri, et une grande partie de la milice turque d'Alger se trouvaient réunis. La force de ces différents corps s'élevait à quarante mille hommes environ. Leur confiance était d'autant plus grande que depuis quatre jours l'armée française demeurait immobile dans ses positions. J'attendais, pour donner l'ordre de marcher en avant, le débarquement des moyens de transport des subsistances et du matériel de siège. Cette inaction avait été interprétée d'une autre manière, et l'aga d'Alger, qui marchait à la tête de la milice, crut qu'une attaque lui offrait des chances de succès. Des batteries construites la veille entre Staoneli et nos positions m'avaient révélé son projet et tout était disposé pour le bien recevoir.

Le 19, à la pointe du jour, l'armée ennemie s'avança sur une ligne beaucoup plus étendue que le front de nos positions; mais ce fut contre les brigades Clouet et Achard que se dirigèrent ses plus grands efforts. Là, se trouvait la milice turque: son attaque se fit avec beaucoup de résolution, des janissaires pénétrèrent jusque dans les retranchements qui couvraient le front de nos bataillons; ils y trouvèrent la mort. La 3^e brigade de la division Berthezène et les deux premières brigades de la division Loverdo furent attaquées par les contingents d'Oran et de Constantine. Après avoir laissé l'ennemi s'avancer jusqu'au fond du ravin qui couvrait sa position, le général Loverdo le fit charger à la baïonnette; beaucoup de fantassins arabes restèrent sur la place. Après avoir repoussé l'ennemi, la brigade Clouet prit l'offensive; l'ardeur des troupes était telle qu'il eût été difficile de les contenir.

Les brigades Achard et Paret de Morvan s'avancèrent pour soutenir la brigade Clouet. Le moment décisif était venu, j'ordonnai l'attaque des batteries et du camp de l'ennemi. Les deux premières brigades de la division Loverdo, conduites par les généraux Danremont et d'Arer, marchèrent en avant.

La troisième brigade, qui avait été détachée sur la gauche, suivit, sous les ordres du général d'Arcine, le mouvement de la brigade Clouet. Trois régiments de la division d'Escars s'avancèrent pour former la réserve; il serait difficile de peindre l'enthousiasme que firent éclater les troupes lorsque le signal d'attaquer le camp eut été donné. La marche se fit avec une rapidité extraordinaire.

Malgré les difficultés du terrain, l'artillerie, toute de nouveau modèle, fut constamment en première ligne. Son extrême mobilité dut contribuer puissamment à l'épouvante de l'ennemi. Pour tous ceux qui ont pris part au combat de Staoneli, la question paraîtra décidée entre l'ancien et le nouveau système. Le feu des batteries qu'avait construites l'ennemi en avant de son camp, n'arrêta pas un moment nos troupes. Les huit pièces de bronze qui les armaient furent enlevées par le 20^e régiment de ligne.

Les Turcs et les Arabes avaient pris la fuite de toutes parts: leur camp tomba en notre pouvoir; 400 tentes y étaient dressées; celle de l'aga d'Alger, des beys de Constantine et de Titeri, sont d'une grande magnificence.

On a trouvé une quantité considérable de poudre et de projectiles, des magasins de subsistance, plusieurs troupeaux de

moutons et cent chameaux environ qui vont augmenter nos moyens de transport; nos soldats coucheront sous les tentes de l'ennemi.

La conduite des troupes de toutes armes a répondu à la confiance du Roi; la plupart des officiers d'état-major n'étaient pas encore montés; ils ont fait leur service à pied avec une ardeur infatigable. Le lieutenant-général Berthezène a conduit sa division avec le talent et le sang froid qu'on attendait de sa vieille expérience. Lorsque j'ai reçu les rapports des lieutenants-généraux, je ferai connaître à V. Exc. les officiers et les soldats qui se sont le plus distingués.

Le nombre des blessés s'élève à 300 environ. Les blessures sont généralement peu dangereuses, et la moitié de ceux qui les ont reçues ne tardera pas à revenir sous les drapeaux. Le débarquement continue avec une grande activité; on a mis à terre aujourd'hui beaucoup de chevaux: le nombre de ceux que l'on doit débarquer demain sera plus considérable encore. Le temps est superbe; l'été, qui avait été tardif, paraît enfin avoir commencé. Cependant la chaleur n'est pas plus vive que celle qu'on éprouve à Paris au solstice d'été. Pendant toute la journée, une brise constante a rafraîchi l'air. Dans trois ou quatre jours, l'armée pourra s'approcher d'Alger. Il paraît certain que l'ennemi n'a préparé aucun moyen de défense entre cette ville et le camp.

Les Arabes se découragent: plusieurs se sont déjà présentés à nos avant-postes; ils s'accordent à dire que la crainte que leur inspire le dey les a fait marcher contre l'armée française. La journée de Staoneli peut donner lieu à de nombreuses défections.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Le lieutenant-général pair de France, commandant en chef l'armée d'expédition d'Afrique,
Comte de BOURMONT.

Lettre de M. l'amiral Duperré.

Vaisseau la Provence, baie de Sidi-Ferruch,
19 juin 1830.

Monseigneur,

La flotte continue avec activité le déchargement et la mise à terre de tout le matériel. Vingt jours de vivres pour l'armée entière, un millier de chevaux, toute l'artillerie qui a été demandée et au-delà, et un nombreux matériel ont été débarqués; j'attends, sous deux ou trois jours, le restant des convois.

Le temps a été très beau aujourd'hui, le calme a empêché la division de M. le contre-amiral de Rosamel de mettre sous voile. Le vaisseau la Provence a quitté le poste d'attente qu'il avait pris à son arrivée et qui compromettait sa sûreté; il est amarré à l'ouverture de la baie, en position de lutter avec avantage contre le vent et la mer.

J'ai renvoyé à Toulon, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous en rendre compte, plusieurs bâtiments, en demandant au préfet maritime de me renvoyer des vivres, et surtout de l'eau dont nous n'avons aucun moyen local de nous approvisionner; les puits faits sur la presqu'île ne peuvent que suffire aux troupes qui l'occupent.

La position avancée que nous occupons étant déjà éloignée des magasins, va nécessiter la formation des convois qui, avec l'espèce d'ennemi qui nous est opposé, exigeront l'emploi de nombreuses escortes. Je me suis empressé d'accéder au désir que m'a exprimé le général en chef de faire occuper la presqu'île par les équipages de ligne, et de confier la garde de cette importante place d'armes à la marine.

Je vais m'occuper de la composition de la garnison, et j'ai désigné M. le capitaine de vaisseau Hugon, pour en prendre le commandement.

J'aurai l'honneur de rendre compte à V. Exc. des dispositions qui seront prises.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de mon respect,
Le vice-amiral, commandant en chef l'armée navale,
Signé DUPERRÉ.

A S. Exc. le président du conseil des ministres.

Au camp de Sidi-Ferruch, le 22 juin 1830.

Prince,

Depuis le combat du 19 juin, l'ennemi ne montre que quelques détachements épars. Il paraît certain que la plupart des Arabes se sont éloignés, que les Turcs restent enfermés dans les murs d'Alger et qu'une vive fermentation s'est manifestée parmi eux. Dans cet état de choses, je n'aurais pas hésité à porter l'armée en avant, si les chevaux de l'artillerie de siège et ceux de l'administration eussent été débarqués. Les bâtiments qui les transportaient devaient partir le 13 de la baie de Palma. Des vents du sud-ouest les y ont retenus jusqu'au 18. Depuis lors, le calme a été presque constant, et ils ne sont

point encore en vue. J'ai pensé que l'investissement ne devait se faire que lorsque l'on aurait acquis la certitude que les travaux du siège ne seraient pas interrompus par le manque de munitions, et que les subsistances seraient assurées pour 30 jours.

Malgré le retard inattendu que je viens d'indiquer, le transport de l'équipage de siège a commencé. Peut-être suffira-t-il de faire débarquer à Sidi-Ferruch le nombre de bouches à feu et la quantité de munitions nécessaires pour l'attaque du château de l'Empereur. On a lieu de croire qu'après la prise de ce fort, et même auparavant, l'ennemi, pris à revers, serait forcé d'abandonner les batteries qui se trouvent à l'est d'Alger, et que le reste de l'équipage du siège pourrait être débarqué à peu de distance de cette place. On rendrait ainsi beaucoup plus rapide le transport du matériel de siège depuis le point de débarquement jusqu'au camp occupé par l'armée.

Les troupes depuis le 16 n'ont pas changé de position. Staoneli et Sidi-Khalef, dont les cartes indiquent l'emplacement, ne peuvent être comparés aux lieux habités de l'Europe. On n'y trouve point de constructions. Il est vraisemblable qu'attirés par les fontaines qui s'y trouvent et par la bonne qualité de leurs eaux, les Arabes y établissent fréquemment leurs tentes, et que c'est là ce qui les a fait signaler par les voyageurs et les géographes. On avait supposé d'abord, d'après l'assertion de plusieurs personnes qui ont résidé longtemps à Alger, que c'était à Staoneli que nous avions forcé le camp de l'ennemi; mais la comparaison des distances et la vue de quelques maisons qui paraissent comprises dans la zone de jardins qui entourent Alger, firent bientôt naître des doutes à cet égard. Des Arabes prisonniers furent interrogés, et il paraît démontré maintenant que le nom de Sidi-Khalef est celui du terrain où l'armée a vaincu et doit servir à désigner le combat du 19. Ainsi la position qu'occupent maintenant les divisions Berthezène et Loverdo divise en deux parties égales la distance de Sidi-Ferruch à Alger.

A partir du camp les broussailles cessent. On trouve, mais en petit nombre, des figuiers, des mûriers et des oliviers. Le sol est presque partout couvert de palmiers-pins; il est inculte, mais sa nature justifie tout ce que dit l'histoire ancienne de sa fertilité.

A une petite lieue de Sidi-Khalef, et du côté d'Alger, le pays est riant et bien cultivé. L'armée y trouvera beaucoup de fruits et de légumes.

J'ai reçu les rapports de M. M. les lieutenants généraux Berthezène et Loverdo et de M. le maréchal de camp La Hitte. Les pertes faites le 19 sont plus considérables qu'on ne l'avait supposé. Le nombre des morts est de 44 dans la première division, et de 13 dans la seconde; celui des blessés est de 344 dans la première division, de 119 dans la seconde et de 10 dans l'artillerie (*). Tous les blessés l'ont été par la mousqueterie. Dès le commencement de l'affaire, nos batteries ont fait taire celle de l'ennemi. On doit ce résultat à l'habileté avec laquelle M. le général La Hitte les a dirigées, à la bravoure des canonnières et à la justesse remarquable de leur tir: toute l'armée leur rend ce témoignage.

Le lieutenant Delamarre, qui commandait deux pièces de huit sur le front de la brigade Clouet, a fait éprouver aux Turcs une perte considérable. Quatre coups à mitraille ont décidé leur fuite. Le général Clouet cite le lieutenant Delamarre comme ayant contribué puissamment aux succès qu'a obtenus sa brigade.

M. le général Loverdo ne donne pas moins d'éloges au capitaine Le Lièvre, qui commandait sur la droite la batterie d'obusiers de montagnes. Les mulets destinés au service de cette batterie n'étaient point encore arrivés. L'ardeur des canonnières y a suppléé. Ils ont porté les munitions et tiré les pièces à la bricole.

Le lieutenant Vernier, qui depuis le 15 juin était attaché à la division Berthezène, a marché constamment avec ses obusiers de vingt-quatre sur la ligne et même en avant des tirailleurs.

M. le lieutenant-général Berthezène cite avec éloge MM. les colonels d'infanterie Feuchères, Horric et Mounier, MM. le colonel d'état-major marquis de Brossard, Tremaux, chef de bataillon au 37^e de ligne; Augis, chirurgien-major, et de La Fare, capitaine dans le même régiment; Bué et Drogné, officiers du 20^e de ligne; Serviez, sous-lieutenant au 14^e du ligne.

Hans, soldat du 2^e léger, Rousselin, voltigeur du 37^e de ligne, refusèrent, quoique blessés, de quitter le champ de bataille.

M. le général Loverdo recommande à la bienveillance de V. Exc. M. Jacobi, colonel chef d'état-major de la 2^e division; Aupick, chef de bataillon d'état-major; Perrot et Riban, capitaines au même corps; MM. les colonels d'infanterie Magnan,

* Le 20^e, le 28^e et le 37^e sont les régiments qui ont le plus souffert.

Leridant et Mangin, M. Boulé, lieutenant-colonel du 6e de ligne; M. Blanchard, capitaine de voltigeurs dans le même régiment; Delacroix, capitaine de voltigeurs au 49e; Lévêque, lieutenant de voltigeurs du 15e de ligne; Darricau, sous-lieutenant du 48e; du Châtellier, capitaine dans le 21e; Lavagnac, lieutenant du 29e.

Je crois devoir signaler à V. Exc. les heureux résultats obtenus par l'administration; les fours en tôle ont été établis en vingt-quatre heures, et dès le 16 on a fait du pain.

M. l'intendant en chef avait pensé que dans un pays où l'on trouverait peu d'habitations, il fallait être en mesure d'établir des hôpitaux mobiles: des hangars couverts de toiles imperméables, mettent à couvert les malades et les blessés. L'air y circule facilement; tous les blessés m'ont exprimé leur satisfaction sur la propreté qui règne et sur les soins qu'ils reçoivent.

Les nouvelles voitures à deux roues conviennent parfaitement dans le terrain que nos convois auront à traverser. Je ne puis donner trop d'éloges au zèle des fonctionnaires de l'intendance et à l'activité infatigable de leur chef.

J'ai l'honneur d'adresser à V. Exc. le plan de la presqu'île et des ouvrages qui la forment. Ce travail a été exécuté sous la direction de M. le capitaine Filhon par les ingénieurs-géographes attachés à l'armée et par quelques officiers d'état-major. J'ai l'honneur d'être, etc.

Le lieutenant général pair de France, commandant en chef l'armée d'expédition d'Afrique,
COMTE DE BOURMONT.

A S. Exc. le président du conseil des ministres.

Au camp de Sidi-Khalef, le 25 juin 1830.

Prince,

J'ai eu l'honneur de vous rendre compte, dans ma dernière dépêche, des motifs qui m'avaient empêché de porter l'armée en avant du camp de Sidi-Khalef. Notre immobilité relevait les espérances de l'ennemi. Le 24, à la pointe du jour, les Turcs et les Arabes se présentèrent en embrassant un front très étendu et avec non moins d'ordre encore que le 19. Toutes les dispositions étaient prises pour que la première attaque leur fit perdre deux lieues de terrain; elles furent exécutées avec une grande précision. La division Berthezène et la première brigade de la division de Loverdo marchèrent avec une batterie d'artillerie de campagne. Aussitôt que nos bataillons d'infanterie, disposés en colonnes, eurent paru dans la plaine qui s'étend en avant du camp, l'ennemi prit la fuite sur tous les points; les troupes françaises traversèrent cette plaine avec une grande rapidité.

A six mille mètres du camp, le pays change d'aspect, les mouvements du terrain deviennent plus prononcés, et on se trouve sur le groupe des hauteurs qu'occupent Alger et ses jardins: on y voit de nombreuses habitations. Les vignes, les haies et les arbres fruitiers dont le sol est couvert rappellent les contrées les plus fertiles et les mieux cultivées de l'Europe.

On devait supposer que les Turcs se défendraient avec vigueur derrière les nombreux obstacles que leur offrait le terrain; mais battus et découragés, ils ne s'arrêtèrent nulle part. Je crus devoir en profiter pour traverser rapidement cet espace, et bientôt les troupes françaises atteignirent la limite qui le sépare d'un pays découvert. Elles prirent position. Un ravin les séparait de l'ennemi, qui s'était enfin arrêté sur la crête des hauteurs situées du côté opposé à celui que nous occupions. L'artillerie avait surmonté avec sa rapidité ordinaire toutes les difficultés du terrain. Elle se mit en batterie, et quelques obus lancés avec une grande justesse dispersèrent les groupes qui se présentaient encore. Peut-être les Turcs craignirent-ils alors d'être refoulés dans la place, dont nous n'étions plus séparés que par un intervalle de 4 ou 6,000 mètres. Un magasin à poudre avait été établi sur la pente des hauteurs dont ils occupaient la crête. Ils le firent sauter; la détonation fut violente. Des nuages d'une fumée épaisse qui s'élevaient à plus de cent mètres, et qui réfléchissaient les rayons du soleil d'Afrique, présentaient à l'armée un magnifique spectacle. Cette explosion ne produisit aucun accident.

Deux escadrons de chasseurs avaient suivi le mouvement de l'infanterie; mais la fuite précipitée de l'ennemi et la nature du terrain ne leur permirent pas de charger.

L'ennemi n'avait point de canon; peut-être avait-il reconnu qu'en amener, c'était nous le livrer. Le nombre des hommes mis hors de combat a été peu considérable; un seul officier a été blessé dangereusement, c'est le second des quatre fils qui m'ont suivi en Afrique. J'ai l'espoir qu'il vivra pour continuer de servir avec dévouement le Roi et la patrie.

On a pris le jour du combat plus de 400 bœufs; ainsi les approvisionnements en viande sont assurés à l'armée pour huit ou dix jours.

Pendant que l'armée combattait, les vents d'ouest qui tenaient au large le convoi parti le 18 de la baie de Palma avaient cessé de souffler, une brise d'est le poussait vers le mouillage qu'il atteignit pendant la nuit dernière.

Aujourd'hui le débarquement a commencé, il s'exécute sans obstacle. Depuis le 14, la communication a été constamment libre entre l'armée de terre et l'armée de mer; elle n'a pas même été interrompue le jour du violent orage dont j'ai rendu compte à V. Exc.

Aujourd'hui les traheries ont continué. Les Turcs se sont présentés en grand nombre, les Arabes étaient beaucoup plus disséminés que les jours précédents: leur objet paraît être maintenant moins de combattre que d'attaquer des hommes isolés, et de piller des équipages.

Les dispositions sont prises pour attaquer l'ennemi demain à la pointe du jour.

Le lieutenant général, pair de France, commandant en chef l'armée d'expédition d'Afrique,
COMTE DE BOURMONT.

Lettre adressée à S. Exc. le ministre de la marine et des colonies, par M. l'amiral Duperré.
Vaisseau la Provence, baie de Sidi-Ferruch, le 23 juin 1830.

Depuis ma lettre du 19 de ce mois, dans laquelle j'ai eu

l'honneur de vous rendre compte du succès remporté par l'armée expéditionnaire sur l'ennemi, nos troupes occupent les positions dont on s'est emparé à deux petites lieues de la presqu'île, et à moitié à peu près du chemin de Torre Chica à Alger. Elle n'attend, pour se porter en avant, que des secours en chevaux et subsistances qui doivent lui arriver par les deux dernières divisions du convoi. Elles sont parties le 18, et sont aujourd'hui à toute vue. Mais depuis huit jours les vents d'ouest règnent à contre-saison, et des courants-violens les empêchent d'approcher. La division du contre-amiral de Rosamel, de concert avec la division du blocus du port d'Alger, forme, à quelques lieues au large, une ligne de croiseurs qui protège les transports, les empêche de s'affaler sur la côte et facilite leur arrivage.

Je fais évacuer aujourd'hui sur l'hôpital de Mahon, par quatre corvettes de charge, les malades et blessés de l'armée au nombre de 358. L'armée navale n'en a pas. Nos marins ont cependant un service bien pénible dans le déchargement et la mise à terre de tout le matériel de l'armée, mais ils le remplissent avec un grand zèle. Il n'y a pas jusqu'aux équipages des bateaux de flotille, dont je n'aie également à me louer. Le retard de l'arrivée de notre dernier convoi me contrarie; mais son déchargement sera pressé avec activité.

Le tems continue à être assez beau dans la baie, mais la houle est très-forte. Le vent au large a été très-frais de l'ouest, et la mer très-grosse. Nous ne nous en sommes pas ressentis. Fort heureusement le bateau à vapeur le *Sphinx*, expédié pour France, le 14, avec nos premières nouvelles, est en vue.

Extrait d'une lettre adressée à S. Exc. le ministre de la marine et des colonies, par M. l'amiral Duperré.

Vaisseau la Provence, de la baie de Sidi-Ferruch, le 26 juin 1830.

Divers engagements ont eu lieu avec l'ennemi, dans les journées d'avant-hier et d'hier, 24 et 25. L'armée s'est portée en avant.

Je vous annonçais, dans ma lettre du 23, que les deux dernières divisions du convoi se trouvaient retardées par des vents d'ouest. Le vent a passé à l'est avant-hier au soir, et les deux divisions sont arrivées hier matin. La plus grande partie des chevaux restant a été mise à terre dans la journée, ainsi que divers articles du matériel du génie. Cette arrivée, qui termine toutes les expéditions faites par la marine, est fort heureuse; car dès hier au soir à sept heures, le vent, quoique frais de la partie de l'est, a, par une révolution extraordinaire et instantanée, sauté à l'ouest. Pendant trois heures il a soufflé avec force, et la mer, comme de coutume, est devenue très-grosse. Ce matin le tems est beau, mais le vent continue de l'ouest et ouest-nord-ouest, et la mer est très-houleuse. Je craignais des avaries pour les bâtiments du convoi, qui étaient à peine amarrés: il n'y en a pas eu, ou du moins elles sont fort légères. Ce mauvais tems ralentira un peu le déchargement; mais ce retard ne peut porter que sur des approvisionnement et vivres qui seront débarqués avant qu'on en éprouve le besoin. Les officiers et marins de l'armée mettent dans ces pénibles travaux un zèle extraordinaire et bien louable.

J'ai livré à l'armée 60,000 kilogrammes de biscuit que le général en chef m'a demandés. Nous éprouverons bientôt le besoin de vivres. L'armée expéditionnaire a séjourné un mois à bord des bâtiments. Sa consommation par le grand nombre de passagers, a été plus que doublée. J'ai demandé au préfet de Toulon de faire préparer deux mois de vivres qui seront expédiés par les divers bâtiments que je détache sur Toulon. Mais c'est surtout sur le biscuit que la consommation a porté. Il faudrait fournir tout biscuit et point de farine. Je vous prie d'en donner l'ordre. Nous ne trouvons nul moyen de remplacer notre eau. J'en ai aussi demandé. Quelques transports pourraient nous en apporter. Je les renvoie tous à Toulon après leur déchargement.

Mes paquets sont expédiés par le brick la *Capricieuse*. Agréez, etc.

Le vice-amiral, commandant en chef l'armée navale,
Signé DUPERRÉ.

— LL. MM. siciliennes sont parties le 30 juin à deux heures de l'après-midi pour retourner dans leurs états.

— A la suite des conférences diplomatiques qui ont eu lieu à Paris pour le choix d'un souverain de la Grèce, on a expédié avant-hier du ministère des affaires étrangères un courrier extraordinaire pour la Grèce: il porte au comte Capodistrias la décision adoptée à cet égard.

— Un journal annonce positivement que la division de réserve a reçu l'ordre de se tenir prête à partir au premier moment. Les officiers toucheront leur indemnité de campagne à partir du 1er juillet. Les artilleurs ne cessent de confectionner des cartouches, bien que l'armée d'expédition en ait emporté 30 millions.

— On écrit de Montauban: « Les désordres les plus affligeants, excités par de coupables manœuvres que le tems dévoilera, ont porté l'effroi dans l'âme de tous les habitants paisibles de la ville de Montauban. Dans la journée du 23 juin, les bruits les plus menaçants avaient couru; ils avaient été dédaignés par les électeurs constitutionnels, qui se préparaient avec calme et fermeté à remplir un devoir de conscience. Le bureau provisoire fut renversé à la majorité de 40 voix, et le lendemain le nom de l'honorable M. de Preissac sortit vainqueur de l'urne électorale à la majorité de vingt-sept voix. A peine ce résultat fut-il connu, qu'un groupe d'hommes à figures sinistres, qui s'étaient constamment tenus à la porte du collège, et qui insultaient ouvertement les électeurs signalés par leur attachement aux idées constitutionnelles, chercha à s'introduire violemment dans la salle, et on frémit d'horreur à la seule pensée des excès qui auraient été commis, si leur coupable projet eût réussi. Les cris, à bas Preissac! à bas les élections! furent proférés avec fureur par ces misérables, dont la bouche profanait le nom du roi, en le mêlant à leurs cris de rage. On parvint néanmoins à les contenir; mais bientôt cette populace fanatisée de longue main, se porta vers la maison de M. le comte de Preissac. Des pierres furent lancées vers les croi-

sées; on tenta de forcer l'entrée de sa maison: le cri à mort Preissac ne laissa plus de doute... on en voulait à ses jours. Le danger devenait de plus en plus imminent... La force armée accourut; les premières tentatives furent inutiles; quelques soldats du 21e régiment de ligne ne purent contenir les efforts des factieux. La gendarmerie arriva, et bientôt M. le duc de Laforce, commandant du département, se transporta lui-même sur les lieux. Nous ne saurions donner trop d'éloges à la fermeté déployée par le noble duc en cette circonstance; c'est à lui, c'est à son dévouement, à son courage, que la ville de Montauban doit d'avoir évité les conséquences funestes de cette émeute vraiment révolutionnaire. Nous nous plaignons aussi à rendre hommage à l'énergie du capitaine de gendarmerie, M. Perrier de Saint-Germain, qui s'est écrié en mettant le sabre à la main: « Il faut périr ici, gendarmes, pour rétablir l'ordre. » M. le comte de Puységur, préfet du département, n'a point paru. »

A onze heures et demie, la tranquillité publique était rétablie. (France méridionale.)

— Une lettre du Port-au-Prince, en date du 27 avril, annonce que le traité avec la France sera confirmé aux conditions suivantes: Haïti s'engage à payer à la France 64 millions de fr. en cent ans; un pour cent sera consacré à l'amortissement, et l'intérêt sera de 3 pour cent par an. Haïti s'engage aussi à payer annuellement 300,000 livres de tabac, au prix de 82 francs les 50 kilogrammes; le tout exempt de droit, sera reçu en déduction des intérêts.

— On écrit de Tanger, 8 juin:

Le pacha qui commande cette place vient de recevoir un ordre de l'empereur qui lui enjoint de faire armer sur le champ les cinq chaloupes canonnières qui avaient été construites, ici, à l'époque où Maroc était en guerre avec l'Autriche. Le bruit court que ces bâtiments sont destinés à croiser dans le détroit de Gibraltar contre les navires des villes anséatiques et des autres nations qui n'ont pas d'agents commerciaux à Maroc.

— Le prince bavarois de Wrède est attendu à Toulon. Il vient s'embarquer pour rejoindre, en qualité de volontaire, l'expédition d'Afrique.

— On annonce que parmi les nouveaux candidats pour le trône de la Grèce se trouvent un prince de la maison de Saxe, et le prince Philippe de Hesse-Hombourg, feld-maréchal au service d'Autriche. Il n'est plus question du prince Frédéric de Prusse, dont la candidature n'était pas appuyée par l'Angleterre.

— Des lettres de Trieste, 17 juin, annoncent que le 25 mai quatre vaisseaux de ligne anglais, dont un à trois ponts, revenant de la station de Sardaigne devant Oran, ont mouillé dans le port de Malte: ils ont été en partie dégrésés, d'où l'on conclut qu'ils ne seront pas de sitôt remis en mer. Les Anglais ne paraissent donc point disposés à établir dans ces eaux une aussi grande force navale d'observation qu'on pouvait le supposer d'après des préparatifs antérieurs.

— Quelque temps après son renvoi du ministère, M. de Saint-Cricq fut admis à faire sa cour à un auguste personnage. Une conversation rapide, mais fort grave, eut lieu entre l'illustre interlocuteur et le ministre disgracié. Une question sur la position des affaires fut même adressée à celui-ci. Le ministre répondit qu'il croyait que la ligne dans laquelle l'administration s'était engagée était funeste. C'est cette expression qui s'est reproduite dernièrement sous la plume de M. de Saint-Cricq, quand il s'est adressé aux électeurs d'Orthez. L'auguste interlocuteur, après un moment de silence et de réflexion, reprit: C'est égal, je veux en essayer!

— La corvette anglaise le *Rattlesnake*, qu'on disait perdue sur les côtes d'Afrique, est arrivée à Malte, ayant à bord l'épouse du consul anglais à Alger.

— Il est toujours question du rappel de M. de Bourmont. Ses collègues ont besoin de lui et ne veulent lui laisser que le temps tout juste de cueillir quelques lauriers. Aussitôt la ville prise, il reviendra occuper sa place au conseil. Quant à son successeur en Afrique, quelques personnes parlent toujours de M. le duc de Raguse; mais d'autres, que nous avons lieu de croire mieux informées, assurent que ce commandement après coup est réservé à M. le général Guilleminot.

— On lit dans le *Globe and Traveller*:

« Dans plusieurs parties de l'Irlande, mais surtout dans divers districts de Connaught et de Munster, la disette est plus grande qu'elle n'a été à aucune époque depuis 1822. Les gens de la campagne sont réduits à se nourrir de choux et d'herbes sauvages, et il commence à se former des bandes qui pénètrent de force dans les maisons où l'on suppose que quelques provisions sont cachées. Dans les comtés de Clare et de Limerick, la misère est aussi très grande; dans le comté de Kelkeny, plusieurs hommes sont morts de faim. »

— On mande de Brest que le 18, le duc de Leuchtenberg, qui était à bord de la frégate brésilienne le *Prince impérial*, a débarqué dans ce port. Par ordre aucun honneur n'a été rendu par les autorités au fils du prince Eugène.

Mais une foule immense s'était spontanément portée au lieu du débarquement, elle l'accompagna en silence jusqu'à l'hôtel où le conduisit M. Guilhem fils, auquel le prince avait été recommandé.

Le lendemain 19, à l'heure de son départ, 600 jeunes gens et jeunes pères de famille se sont réunis pour aller le saluer à son passage, ils ne lui ont adressé que ces paroles: « De la part des habitants de Brest, hommage à la mémoire de l'illustre prince Eugène. »

Des larmes ont coulé des yeux du jeune duc de Leuchtenberg et de ceux de plusieurs des assistants. On n'avait été porté à cette démarche par aucun motif politique. Le souvenir du caractère pur et loyal de son père paraissait avoir seul dicté ce témoignage d'intérêt.

— On assure que des caisses d'armes ont été distribuées à d'anciens chefs, ces jours derniers, dans le canton de Josselin. Le motif apparent est d'armer les paysans contre les incendiaires.

— Les procès contre la presse périodique, un moment suspendus par les affaires électorales, ont repris leur cours.

MM. Bellet et Rattier, éditeurs-gérants de la *Silhouette*, journal des caricatures, ont fait paraître dans leur numéro du 1^{er} avril dernier une vignette représentant un jésuite avec calotte, soutane et rabat. MM. du parquet ayant cru trouver quelque ressemblance entre cette tête et celle d'un auguste personnage, ont fait saisir le numéro, et ont appelé en police correctionnelle les deux gérants, sous la double prévention de distribution et exposition d'une gravure sans autorisation ni dépôt préalable, et d'offenses envers la personne du roi.

Le tribunal a renvoyé Rattier de la plainte, et condamné Bellet, par application des articles 1 et 9 de la loi du 17 mai 1819, à six mois de prison et 1000 fr. d'amende.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

LETTRES ÉCRITES DE FRANCE,

AU RÉDACTEUR DU COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

No. LI.

PARIS, ce 29 juin 1830.

MONSIEUR,

La France électorale a rempli notre attente : le triomphe des principes est complet. Sur cent quatrevingt-six nominations déjà connues le parti national en compte cent trente-et-une : les ministres n'en ont que cinquante-trois ; et encore s'en trouve-t-il dans ce nombre qui tourneront probablement contre eux. Il reste douze noms à connaître, et cette première série sera complète ; car vous verrez dans nos journaux que le gouvernement a ajourné au 12 et au 19 juillet les élections de 19 départements, sous le prétexte de plusieurs arrêts des cours royales qui jettent, disent-ils, de l'incertitude dans la législation. Ainsi dans cette première épreuve, la défaite du ministère est entière. On a fait le calcul des nominations qu'il peut espérer dans les grands collèges, et dans les arrondissements qui ont encore à nommer ; et suivant l'opinion la plus modérée, le parti constitutionnel comptera environ 280 suffrages : les absolutistes n'en auront que cent cinquante au plus. Nous aurons donc gagné cinquante voix à la dissolution. Un pareil résultat peut vous servir de thermomètre, et vous apprendre la progression ascendante des esprits depuis six mois.

Dans la première ivresse d'une victoire si brillante, nous ne pouvons guère songer à quelques pertes à peu près inaperçues. Jusqu'ici nous n'avons à regretter que quatre ou cinq hommes, dont la non-réélection est plus que balancée par un nombre d'acquisitions dix fois supérieur. Nous avons par exemple perdu l'élection de Marseille. M. Thomas, constitutionnel dévoué, n'a point été réélu ; on lui a substitué un pauvre d'esprit nommé Verdilhon. Vous comprenez que cet abandon d'une ville aussi importante que Marseille a beaucoup donné à réfléchir. On croit que le gouvernement a séduit les principaux négociants, en leur donnant des marchés favorables pour les fournitures de l'armée d'Afrique. Ce n'est que par corruption que procèdent ces gens-là. A Castres, M. Charles Dupin, frère de l'avocat, et membre de l'Institut, n'a point été réélu. On lui a substitué M. de Lascours, ministériel du centre droit. C'est une perte sans doute ; mais peut-être ne sera-t-elle pas très vivement ressentie : M. Ch. Dupin, avec un mérite réel, avait un défaut qu'on pardonne peu en France ; il s'était rendu ridicule par sa manie de traiter la politique, la religion et jusqu'à la morale, par l'arithmétique. On l'avait surnommé *l'homme chiffre*. Ses discours hérissés de calculs, réunissaient l'émphase et l'algèbre : ils avaient perdu tout crédit dans l'assemblée. La perte du colonel Leydet et de M. Gravier dans les Basses-Alpes, a été très sensible ; il en a été de même de celle de M. Louis de Saint-Agnan à St-Philbert, et de M. Pataille à Montpellier. Ce dernier a succombé par l'entêtement de quelques électeurs qui se sont divisés sur plusieurs noms, au moment du combat.

Vous comprenez sans peine, Monsieur, les mouvements divers que ce résultat des élections a produits à Paris, à mesure qu'il a été connu. Si vous aviez pu voir les lieux publics, la Bourse, et les bureaux des feuilles quotidiennes, vous auriez été frappé de la vive agitation qui régnait partout. Telle doit être une grande ville la veille d'une révolution. Je n'ai pas besoin non plus de vous dépeindre l'état où les nouvelles successives ont jeté les ministres. Une alarme croissante a régné au château : le plus grand nombre perdait la tête ; ceux qui conservaient quelque présence d'esprit s'efforçaient en vain de trouver quelque moyen de résister à l'orage. L'agitation s'est accrue à un point extrême lorsque l'on a appris que M. de Villèle, président du collège de Toulouse, avait fait un discours foudroyant contre les ministres. M. de Peyronnet s'est écrié qu'on l'avait appelé trop tard : M. d'Haussez, qu'il fallait faire retraite. Et, si le bruit public en doit être cru, le Roi aurait d'abord déclaré qu'il ne céderait point ; et alors on aurait tracé les plans de campagne de la manière suivante. Nouvelle dissolution, et changement par ordonnance de la loi d'élection : lois préventives contre le refus d'impôts ; et enfin retraite du Roi dans une ville frontière, d'où il appellerait les étrangers à son secours.

Mais ces résolutions violentes, prises dans un moment d'irritation, ne pouvaient guère résister à l'épreuve d'une réflexion calme. La portion saine du conseil, de la chambre des pairs, et des hommes de la cour, ont fait sentir au Roi tout le danger

d'un parti désespéré : il est, dit-on, fortement ébranlé en ce moment. Le ministère Polignac, *in extremis*, va céder la place à une combinaison moins hostile au pays. Des paris étaient faits hier qu'à l'ouverture de la session M. de Villèle serait président du conseil ; M. Humann, ministre des finances ; M. de Martignac, ministre de l'intérieur. Ce nouveau conseil chercherait à s'appuyer sur les deux centres, et l'on passerait ainsi la session. Ce dénouement du drame commencé le 8 août, le seul possible peut-être, ne laisserait pas de porter un véritable dommage à la majesté royale, imprudemment compromise dans toute cette lutte. Il est certain que le Roi en manifestant hautement ses inclinations et ses répugnances, s'est exposé aux jugements des citoyens, et qu'il est bien difficile aujourd'hui de ramener la confiance.

Voilà, au juste, Monsieur, l'état de l'opinion à Paris. Nous sommes dans une fièvre qui croît à chaque instant. Heureusement pour le ministère, les nouvelles d'Alger ne sont pas mauvaises : un débarquement tardif, mais enfin exécuté sans dommage ; de premiers combats d'une issue favorable ; l'espoir de voir se terminer glorieusement la campagne, ont un peu calmé les esprits sur cette partie de notre situation. Sans doute on n'a pas franchement avoué toutes nos pertes : on a sensiblement grossi nos succès ; sans doute encore, tout n'est pas assuré : les orages, les maladies, les circonstances inattendues pourraient compromettre le sort de l'expédition. Mais néanmoins, si le tems la favorise, elle s'annonce bien et n'offre pas en ce moment de véritables obstacles. On disait hier qu'Alger était pris : la nouvelle affichée en quelques endroits devait être lue dans les théâtres ; mais il paraît qu'elle était prématurée, et que rien n'est décidé à cet égard.

Enfin, Monsieur, le sort de Georges IV est achevé. La nouvelle de sa mort est parvenue hier officiellement à Paris. Guillaume IV son successeur a été proclamé. Notre cour prend demain le deuil. Cette mort, bien que prévue depuis long-tems, est un grand événement. Elle peut changer la face de l'Angleterre, et influer d'une manière très grave sur la situation de l'Europe. Nos journaux vous informeront des détails de la fin du monarque anglais.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée,

LE CORRESPONDANT PARISIEN.

La lettre de notre *Correspondant Parisien* sera lue avec intérêt : elle nous a été apportée par le paquebot *De Rham*, parti du Havre le 5 juillet. Nos journaux de Paris jusqu'au 4, ne parlent que de l'importante victoire remportée par le parti libéral dans la grande bataille des élections. Les noms des 198 députés nommés le 21 étaient connus à Paris ; le parti de l'opposition en comptait 142, celui des ministres 56. Voici les plus marquans parmi les libéraux : Corcelles, Labbey-Pompières, général Sebastiani, Méchin, Tracy, Mauguin, Gauthier, Augustin-Perrier, général Lamarque, baron Louis, comte de Lobau, Etienne, Dupin aîné, général Gérard, Benjamin-Constant, Kératry, Ternaux, Jacqueminot.

M. d'Haussez a été rejeté par deux collèges dont l'un l'avait nommé avant qu'il fut ministre.

Les 59 collèges de département qui se sont assemblés le 3 juillet, avaient 118 députés à élire, et les derniers choix ont dû être faits le 12 et le 19 juillet. Leur résultat ne peut plus être douteux, car l'on sait que les 20 départements dont les élections ont été reculées sont les plus hostiles au ministère. L'esprit de la capitale et des départements qui l'avoisinent est bien connu ; à la dernière chambre aucun des 34 députés nommés par les départements de la Seine, Seine-inférieure, Seine et Marne, et Seine et Oise n'a voté avec le ministère et contre l'adresse.

Il paraît qu'un grand enthousiasme, et un grand ordre en même tems, ont régné dans tous les collèges le 23. Les gardes rassembles en grand nombre n'ont trouvé aucun prétexte pour exercer leur ministère.

Un journal annonce que les généraux Lamarque, Gérard et Sebastiani, nouvellement réélus députés, ont été mis à la retraite.

Il paraît que la campagne d'Alger, bien loin d'avoir produit une heureuse diversion en faveur des ministres, leur a été très défavorable dans les élections ; leur but était trop visible et l'on s'est indigné qu'ils sacrifiasent les richesses et le sang français à une combinaison électorale. Les journaux ne disent pas qu'il soit question de remplacer les ministres actuels par des hommes moins ennemis des libertés ; on cite au contraire MM. Berthier et Dudon comme aspirant au portefeuille de M. de Montbel qui se retire, et l'on parle d'une ordonnance contre la presse, ainsi que de l'ajournement de la chambre au mois de décembre : préludes à de plus violents coups d'état.

Nous avons, par le Havre, les journaux anglais du 1^{er} juillet. Le *Courier* du 29 dit que les funérailles du Roi devaient avoir lieu le 12 juillet.

L'avènement de Guillaume IV au trône d'Angleterre, ne paraît devoir amener, du moins pour le moment, aucun changement dans le cabinet anglais. Le *Courier* du 29 dit à cet égard : « Nous voyons que des personnes se plaisent à répandre le bruit d'un changement prochain dans le ministère ; on ne saurait l'arrêter trop tôt, et nous pouvons affirmer que Sa Ma-

jesté ne perd aucune occasion d'exprimer son entière confiance dans le duc de Wellington, et sa ferme détermination de ne rien changer à la composition du cabinet. »

Le 29 le Roi a fait publier deux proclamations : l'une enjoint à tous les fonctionnaires publics actuellement en place de continuer à remplir leur emploi ; la seconde est d'un autre caractère : c'est une sorte d'exhortation pastorale que le Roi adresse à son peuple en qualité de chef suprême de l'église anglicane, et comme chargé de veiller à la conduite morale de ses sujets aussi bien qu'à leur conduite civile et politique.

Le même jour le duc de Wellington s'est rendu à la chambre des lords ; il a annoncé que le Roi « prenant en sérieuse considération l'époque avancée de la session et l'état des affaires publiques, ne jugeait pas à propos de soumettre au Parlement de nouveaux objets de délibération, dont l'ajournement à une autre session tournerait au détriment du service public ; que Sa Majesté s'en était référée aux dispositions de la loi qui veut que le Parlement soit dissous peu après la fin d'un règne ; qu'enfin étant d'opinion qu'il convient à l'intérêt général de l'Etat de convoquer le plus promptement possible un nouveau Parlement, elle mandait à la chambre de prendre les mesures temporaires que pouvait exiger le service public, dans l'intervalle qui s'écoulera entre la session qui finit et le renouvellement d'une autre. »

Dans la séance du 30, de la chambre des pairs, et dans celle de la chambre des communes, le ministère anglais a annoncé son intention de dissoudre immédiatement le parlement et de ne demander sur les sommes non votées, que celles rigoureusement nécessaires pour le service de l'état, la dignité de la couronne et la maison de la reine.

Lord Grey à la tête de l'opposition de la chambre haute, M. Brougham à la tête de l'opposition des communes ont combattu ce projet et soulevé la grande question de la régence, dans le cas où un coup imprévu ferait tomber la couronne sur la tête d'un enfant mineur. Ils ont rappelé que d'après les lois anglaises si le roi actuel venait à mourir avant que l'acte de régence eût été adopté, il n'y aurait pas de minorité.

Lord Grey a proposé par amendement que la chambre ajournât au lendemain son vote sur l'adresse proposée par le ministère, et qui n'était que le paragraphe du message du roi.

Lord Althorp a proposé le même amendement aux communes. Il a été rejeté à la chambre des pairs, par 100 voix contre 56 ; majorité 44.

A la chambre des communes, 139 voix l'ont appuyé ; 185 ont voté contre ; majorité 46.

Ce sont là de bien imposantes minorités pour le parlement d'Angleterre !

Pendant la discussion dans la chambre des communes, M. Brougham s'est élevé avec force contre la résolution des ministres. « Qu'on résiste à leurs vues, dit-il, et on entend des menaces de démission. « Si le gouvernement n'a pas la majorité, je donne ma démission, et où trouverez-vous un feld-maréchal pour surveiller vos finances et vos cours de justice. » (On rit.) Cependant qu'ils ne se flattent pas ; qu'ils n'espèrent pas tant de la mesure qu'ils projettent : ils pourraient éprouver un désappointement tel, qu'ils regretteraient le parlement actuel. Leur position pourrait bien devenir la même que celle du prince de Polignac. Il veut à toute force renvoyer les représentants de la France à leurs mandataires : ils vont choisir une nouvelle assemblée, et cette grande nation se lève, non pas en armes, on aurait pu la réprimer, mais dans toute la gloire de la raison, pour le bonheur de tous les hommes libres, et de tous autres Anglais en particulier. Elle est résolue à réduire au néant les intrigues mesquines du prince un tel, et du duc un tel. Elle est debout maintenant, et nous verrons dans ce pays, aussi bien que dans le nôtre que les jours de la force sont passés, et que celui qui voudra gouverner par la faveur royale ou par le pouvoir militaire, sera précipité du haut de sa grandeur. (Applaudissemens.) Quant à lui, je ne l'accuse pas, je vous accuse, vous ! (en montrant les bancs ministériels,) vous, ses flatteurs, ses vils parasites. (Applaudissemens.) »

Sir Robert Peel se trouve offensé de ce langage, et requiert avec véhémence une explication que M. Brougham s'est empressé de donner en protestant de son estime, et de ses intentions envers l'honorable secrétaire.

Un supplément aux acteurs de l'opéra Français de la Nouvelle-Orléans est arrivé hier du Havre par le *Macon*. Les représentations au théâtre du Parc doivent commencer le 16 de ce mois.

PÉROU. — Des journaux de Lima jusqu'à la date du 1^{er} mai ont été reçus à Baltimore par la goëlette *Yellot*, partie de Callao le 4. Il a été rendu un décret pour imposer une taxe sur les bâtimens à leur arrivée et à leur départ, dont le montant sera consacré à construire une jetée dans la rade de Callao. Le ministre d'Etat pour l'encouragement du commerce et des manufactures du Pérou, a donné ordre aux préfets de recevoir des soumissions pour la fourniture de 18,000 chemises de coton, qui devront avoir été tissées dans la province d'Ayacucho.

On apprend par une lettre de la Havane du 23 juillet, adressée au *Baltimore American*, que le commodore Laborde ayant mis à la voile de St-Yago, avec la frégate *Restauration* et la corvette *Cautivo*, a longé les côtes de Saint-Domingue,

